

Connais ton ennemi



[Source : reseauinternational.net]

Par Philippe Huysmans

« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même ; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites »

Sun Tzu, « L'Art de la Guerre »

Mars 2020, une majorité des pays les plus riches, mais aussi les plus endettés de la planète basculaient dans la dictature sanitaire. Incarcération domiciliaire en dehors de tout cadre constitutionnel, décrets et arrêtés toujours plus liberticides, absurdes, humiliants, contradictoires, contraires au bon sens et à l'évidence scientifique. Tout ça pour quoi ? Pour un virus qui ne tue pas plus qu'une mauvaise grippe.

Lassé de courir après la baballe en attendant le prochain train de mesures quasi-dictatoriales décidées dans le confortable entre soi d'un quarteron de pourritures et claironnées le lendemain par tous les médias de grands chemins, j'ai décidé de m'arrêter un instant pour réfléchir. Eh oui, la vraie question à se poser c'est *comment* des pays réputés démocratiques ont-ils pu basculer *simultanément* dans la dictature sanitaire, et donc comment *l'ensemble des politiques* aux pouvoir dans ces pays ont-ils pu s'affranchir du droit pour imposer des mesures dont on se rend parfaitement compte aujourd'hui qu'elles ont tué par centaines de milliers ?

Prenons l'exemple de Olivier Véran, ministre français de la Santé. Le 28 mars 2020 était publié le fameux décret Rivotril, pour « soulager » les patients covid en état de détresse respiratoire. En pratique le Rivotril les a « soulagés » comme l'avaient été les handicapés mentaux victimes du tristement célèbre programme Aktion T4 des nazis^[1]. On les a piqués comme des chiens. Or en France, l'euthanasie est illégale, elle est assimilée à un meurtre. Logiquement donc, en cas de retour à la normale, Olivier Véran devrait être mis en examen en tant que responsable de plusieurs milliers de meurtres,

voire de crimes contre l'humanité, ce qui lui vaudrait une condamnation à perpétuité. Pourtant, aucun de ces hommes de pouvoir ne semble craindre un seul instant l'éventualité d'être traduit en justice un jour, et ils se vautrent toujours plus avant dans l'abjection et la tyrannie^[2]. Comment cela est-il possible ? Ce qui suit est une *opinion*, une tentative d'expliquer ce qui est *apparemment* inexplicable si l'on ne prend pas la peine d'articuler les causes et les événements qui nous ont amenés là. C'est une étape cruciale pour savoir *qui* est à la manœuvre, et pour savoir précisément *jusqu'où* ces gens sont prêts à aller. À la lumière de ce qui précédait, vous devez déjà vous en douter un peu, non ?

En règle générale, les hommes politiques sont d'une prudence de Sioux, ne s'engageant qu'à coup sûr, s'assurant que leur responsabilité n'est jamais engagée au point que l'on pourrait ultérieurement les poursuivre en justice sur base de leurs actions, et le timide docteur Véran ne fait pas exception à la règle. Comment transforme-t-on des paisibles chapons^[3] en sociopathes prêt à tuer sans l'ombre d'une hésitation ?

Au commencement était l'effondrement

En 1991, la chute du bloc soviétique était consommée, le communisme avait vécu. Ça s'est passé sans un bruit, sur fond de déclarations insipides des dirigeants de l'époque qui évoquaient la question comme s'il s'agissait d'une simple formalité. En pratique c'était le principal opposant au bloc capitaliste qui disparaissait brutalement de la carte, laissant libre cours au néolibéralisme le plus débridé.

Ce qu'on a oublié de vous dire à l'époque, c'est que le système capitaliste était lui-aussi en phase d'effondrement, et que c'était inéluctable. L'usure ayant tout dévoré, les pays les plus riches, écrasés par le service de la dette détruisirent méticuleusement ce qu'il restait du tissu industriel, pour le convertir en actions plus lucratives, mais ne reposant que sur la spéculation. Le crash qui se produisit en 2008 signa l'arrêt de mort de l'économie capitaliste. La seule chose qui a pu retarder l'échéance jusqu'à présent, c'est que tant les États-Unis que l'Europe se sont mis à faire tourner la planche à billets à un rythme toujours plus vertigineux.

Par des mécanismes douteux, la FED s'est mise à racheter la quasi-totalité des actifs boursiers américains, afin d'éviter l'effondrement total de l'économie, mais au prix d'endetter toujours plus les citoyens américains, et en diluant leur pouvoir d'achat. La diplomatie de la canonnière trouvant ses limites dans le fait que désormais, tous les pays étaient plongés dans les mêmes difficultés.

Ainsi l'Europe n'était pas en reste pour produire par tombereaux de la fausse monnaie ultimement destinée à maintenir les banques systémiques sous perfusion. Vous avez sérieusement cru qu'il s'agissait *d'aider* les États ?

Ayant atteint le bout du bout, craignant par-dessus tout un effondrement généralisé qui serait inévitablement cause de révoltes un peu partout, et

donc de leur disparition, les *vrais dirigeants* de ce monde ont décidé de prendre les choses en main.

À qui profite le crime ?

Dans l'hypothèse normale d'un système failli, et sachant que personne ne pourra jamais rembourser la dette colossale des États, la question logique à se poser aurait été celle de l'effacement de la dette. C'est bien ainsi que cela se passe dans le monde de l'entreprise, pourquoi devrait-il en être autrement s'agissant du système capitaliste dans son ensemble ? Eh bien tout simplement parce que les détenteurs de la dette, une toute petite brochette de fonds requins, de multinationales et de banques ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent le beurre et l'argent du beurre, et n'ont pas l'intention de rien lâcher de ce qui constitue leur pouvoir de domination sur le monde.

J'entends d'ici les pleureuses opposer que l'effacement de la dette signifierait aussi la disparition des fonds de pension qui reposent largement sur des produits financiers basés sur la dette, mais c'est un faux problème, les pensions pourraient être financées sans aucun problème en y consacrant seulement quelques pourcents des moyens aujourd'hui consacrés au service de la dette.

Magistrature de collusion, corruption et technique des petits pas

Maintenant que nous avons identifiés les donneurs d'ordre, reste à comprendre comment ils ont pu prendre le contrôle total des leviers du pouvoir dans tous les pays concernés, soit l'ensemble des pays les plus endettés et les plus soumis aux diktats du FMI, de la Commission européenne et de l'État profond américain.

On pourrait d'abord parler de magistrature de collusion, puisque l'ensemble de ces donneurs d'ordre, même s'ils ne représentent pas un corps social homogène, même s'ils ne partagent pas forcément la même vision politique, sont les représentants d'une petite élite ultra-minoritaire qui forme à elle seule une classe au sens marxiste du terme. C'est par sa cohésion autour d'un projet (préserver leur domination à tout prix), ses moyens illimités, et son réseau de contacts s'étendant dans toutes les strates du pouvoir autour du globe – tels les tentacules d'une pieuvre gigantesque – qu'ils ont pu mettre en place leurs hommes de paille : nos dirigeants. Ceux qu'ils ne peuvent acheter, ils les font chanter.^[4]

La technique mise en œuvre recouvre plusieurs méthodes de manipulations visant à mettre leurs obligés dans l'impossibilité de reculer.

- La peur : on évoque une pandémie gravissime, qui pourrait bien être la cause de millions de morts, mais dans le même temps on présente ça comme une fenêtre d'Overton^[5] qui permettrait l'instauration d'une société plus

contrôlée, dans laquelle il serait plus facile d'empêcher l'émergence des inévitables mouvements sociaux que la crise ne manquera pas d'engendrer dans les mois et années à venir. Pour instaurer cette société largement amputée de ses attributs démocratiques, il faut nécessairement en passer par la violation des garde-fous que sont les constitutions. Le passage en force s'impose désormais partout comme la nouvelle norme.^[6]

- Brûler ses vaisseaux : on pousse les dirigeants à tout fermer, quitte à écraser pour de bon ce qui restait de la classe moyenne, et dans le même temps, on incite les États à s'endetter toujours plus pour distribuer de l'argent hélicoptère afin d'indemniser les entreprises lésées. On parle là de centaines de milliards de dette qui étrangleront toujours plus les États, les rendant d'autant plus tributaires des donneurs d'ordre.
- L'intérêt supérieur : on présente l'ensemble des mesures comme une sorte d'opération de la dernière chance qui viserait justement à minimiser l'impact de la crise^[7], et de son cortège de victimes. Certes on va faire très mal, mais c'est pour éviter des maux bien plus grands encore. Les tortionnaires se verront ainsi en sauveurs et il ne subsistera plus l'ombre d'une prévention dans leur esprit puisqu'ils croiront agir dans l'intérêt de la population.
- Liés par le crime : on poussera les dirigeants à commettre, et à faire commettre par leurs subalternes des actions passibles de poursuites pénales, ce qui leur fermera ensuite toute possibilité de retraite. C'est une méthode mafieuse qui a fait ses preuves.
- Les petits pas : les hommes de paille n'ont aucune connaissance du plan et le découvrent au fur et à mesure au travers des feuilles de route qui leur sont transmises par d'obscurs cabinets conseils américains à la solde des donneurs d'ordre. Finalement, ces hommes politiques sont tout aussi manipulés que nous, mais à un autre niveau. C'est un peu l'histoire de la grenouille qu'on met à cuire doucement dans la casserole. Se rendent-ils compte de ce vers quoi ils se dirigent, et comment ça se terminera ? Peu importe, en fait, parce qu'il ne leur sera pas donné le choix de revenir en arrière.

Ne vous y trompez pas, ce que vous vivez actuellement n'a rien à voir avec une crise sanitaire, c'est un coup d'État planétaire visant à asseoir le pouvoir absolu des donneurs d'ordre sur une dictature féroce. Vous aurez le pire du communisme (pour les masses) et le pire du capitalisme (le seul bénéfice étant réservé à l'élite).

Quand comprendrez-vous que vous êtes victime d'une guerre psychologique visant à briser la résistance des peuples avant de les mettre en esclavage ? Si j'ai réussi à exprimer correctement mes idées, vous devriez avoir réalisé à présent que non seulement ce cauchemar ne s'arrêtera jamais, mais qu'on en est qu'aux préliminaires, et qu'ils ne reculeront devant rien.

1. Aktion T4 est le nom donné, après la Seconde Guerre mondiale, à la

campagne d'extermination d'adultes handicapés physiques et mentaux par le régime nazi, de 1939 à août 1941, et qui fait de 70 000 à 80 000 victimes. Fondée sur un terreau idéologique fertile prônant une politique eugéniste active, antérieure au nazisme mais exacerbée par celui-ci, favorisée par une intense campagne de propagande en faveur de la stérilisation et de l'euthanasie des handicapés, elle est le fruit d'une décision personnelle de Adolf Hitler. source : Wikipedia

2. Clin d'oeil à Pierre-Yves Rougeyron qui, dans sa dernière émission avec Pierre Jovanovic avait reconnu avoir mésestimé le pouvoir de nuisance des politiques (il ne croyait pas qu'ils pourraient aller aussi loin), mais sans parvenir à expliquer ce glissement inexorable vers toujours plus de tyrannie et de violence.
3. L'ensemble des dirigeants politiques des pays ayant réduit drastiquement les libertés, incarcéré leur population à domicile, détruit l'économie et poussé les gens au suicide soi-disant pour lutter contre une pseudo-pandémie qui n'était pas – on le sait aujourd'hui – plus mortelle que la grippe de 2015.
4. Cfr. affaire Epstein
5. La fenêtre d'Overton, aussi connue comme la fenêtre de discours, est une allégorie qui désigne l'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme acceptables dans l'opinion publique d'une société. [...] Selon la description d'Overton, sa fenêtre comprend une gamme de politiques considérées comme politiquement acceptables au regard de l'opinion publique existante, et qu'un politicien peut donc proposer sans être considéré comme trop extrême, pour gagner ou conserver une fonction publique. source : Wikipedia
6. La majorité des décrets et arrêtés concernant le confinement, le port du masque, et bientôt le passeport sanitaire sont parfaitement inconstitutionnels et contraires au droit.
7. Ce qui est un faux dilemme puisqu'à aucun moment on ne tirera les conséquences de la faillite du système, on entend juste se dispenser d'avoir à en assumer les conséquences.